

## **Intervention FO DGFIP 84 Conseil National FO DGFIP**

Camarades,

Je vous adresse le salut fraternel de la section de Vaucluse. Les personnels de la DDFIP de Vaucluse subissent comme tous les fonctionnaires de la DGFIP les conséquences des attaques tous azimuts portées contre notre administration, et je ne vais pas recommencer l'inventaire de ce que vous connaissez dans vos départements.

Je voudrais toutefois attirer votre attention sur le démarrage de deux projets qui approfondissent le démembrement de notre administration par le NRP et la dégradation des conditions de travail de ses agents.

### **Le premier concerne le secteur immobilier :**

En Vaucluse, des travaux de rénovation de la cité administrative d'Avignon sont entrepris depuis un an. Pilotés par la Préfecture, ils sont censés offrir aux administrations un parc immobilier mieux adapté à leurs missions et une rénovation énergétique des locaux. Je n'évoque pas ici les difficultés dans l'organisation du travail auxquelles se heurtent les collègues impactés par les travaux, en termes de bruit, d'exiguïté des locaux, etc.

Dans les faits, cette rénovation correspond à une réduction de l'ensemble des surfaces occupées par la DDFIP 84 et donc à une densification des bureaux occupés par les agents dans les services. L'espace de travail est organisé pour nous habituer à une diminution des surfaces. A titre d'exemple, nous avons appris lors du CSAL FS du 15 mars que nos collègues vérificateurs habitués à travailler dans des bureaux limités à deux agents, allaient se retrouver dans un open space, en flex-office. En d'autres termes, il y aura moins de postes de travail que d'agents dans leur service où deux brigades qui regroupent 21 agents devront cohabiter.

Par ailleurs, nous avons appris que, à compter du 1<sup>er</sup> juillet prochain, l'intendance de la cité administrative, et donc la poursuite de sa restructuration, sera confiée à une société anonyme dont le capital est, pour l'instant, détenu par l'État, l'Agence de l'Immobilier de l'État (AGILE). Cet organisme se présente comme le bras armé opérationnel de la Direction de l'Immobilier de l'État. En très forte croissance, il a pour vocation de gérer le parc immobilier de l'État. Toujours selon cette présentation trouvée sur LINKEDIN, son action propose à l'État un véritable levier de transformation de l'action publique. Sous couvert de modernisation, la fonction de régisseur de notre cité administrative est externalisée, en bon français, privatisée !

Et cela pose la question du coût de cette prestation. Pour une année entière, le coût de la gestion de la cité administrative d'Avignon est estimé à 300 000 € pour l'ensemble des co-affectataires, Pour la DDFIP, le coût est estimé à 120 000 € pour la seule période du 1<sup>er</sup> juillet au 31 décembre 2024. Une paille ! *Sur ce point, nous avons appris au CSAL du 26 mars que 90 % de la somme serait pris en charge par la Direction de l'Immobilier de l'État* C'est beaucoup plus cher que confier la mission à un agent de la DDFIP ! De plus, compte tenu du contexte d'extrême rigueur budgétaire imposé par notre gouvernement pour cette année et l'année prochaine, des fonds seront-ils octroyés à nos différentes administrations pour financer les prestations d'AGILE ?

Cette nouvelle organisation va rallonger le délai de traitement des demandes de nos collègues. En effet, il faudra les envoyer au salarié d'AGILE qui les fera suivre aux agents du service Budget, Immobilier et Logistique, toujours en charge de l'exécution des tâches, selon les informations que nous nous sommes procurées. En d'autres termes, on rajoute une strate, la gestion de la cité

administrative est privatisée mais ce sont bien nos collègues qui vont continuer de gérer l'intendance.

### **Le second sujet concerne les chantiers informatiques prévus en 2024.**

Le 18 mars dernier, le site ULYSSE national a présenté un ensemble de travaux d'amélioration de nos applications informatiques, pour répondre à une forte attente des agents. Le renforcement du système d'information constitue un axe fort du Cadre d'Objectifs et de Moyens 2023-2027.

Au delà des belles paroles, une application attire notre attention, celle baptisée AGATHE. Son déploiement est prévu au deuxième trimestre 2024. Elle est destinée à mesurer la performance du poste de travail et l'expérience utilisateur. Plus précisément, il s'agit notamment de mettre en place une collecte automatisée des données pour analyse par les équipes du service des systèmes d'information et constituer des tableaux de bord à destination des chefs de service. Elle est censée être lancée pour améliorer la continuité de service, nous donne plutôt l'impression elle d'être destinée à faciliter le flicage des agents puisqu'elle permettra notamment de mesure des temps de réponse depuis un poste de travail.

Les agents sont demandeurs d'applications et de réseaux informatiques qui permettent simplement de ne pas être bloqués par de forts ralentissements.

Fort probablement, ce nouvel outil sera utilisé par l'administration afin d'analyser la durée réelle du temps travail tant en présentiel qu'en télétravail.

Les agents doivent donc s'attendre à un durcissement du bénéfice du télétravail ainsi qu'à un reporting incessant.

D'une manière générale, les agents réclament une amélioration de la qualité de fonctionnement des applications informatiques ainsi que le remplacement de celles jugées obsolètes.

En revanche, ils n'ont jamais demandé d'être constamment sous le contrôle de leur chef de service.

Mes chers camarades, face au rouleau compresseur lancé par le gouvernement contre nos services, nos missions, nos statuts, il nous faut continuer d'avancer avec fermeté nos revendications FO DGFIP, en toute indépendance !

Je vous remercie pour votre attention. Vive le syndicalisme libre et indépendant ! Vive FO DGFIP !